



**PRÉFET  
DE LA  
CÔTE-D'OR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Affaire suivie par :** Elissa Hot Tuduri  
Tél : 03.45.83.21.98  
Mel : elissa.hot-tuduri@developpement-durable.gouv.fr

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Bourgogne – Franche-Comté**  
Unité Départementale de la Côte d'Or

Dijon, le 20 mai 2021

En préfecture

Direction de la Coordination des Politiques  
Publiques et de l'Appui Territorial

*Pôle Environnement et Urbanisme*

**Affaire suivie par :** Marie-Pierre AUBRY

Tél : 03.80.44.66.01

Mel : marie-pierre.aubry@cote-dor.gouv.fr

Monsieur le Directeur,

Suite à votre déclaration en date du 16 décembre 2020, nous prenons acte du bénéfice des droits acquis concernant la rubrique 1978-17, utilisation de solvants organiques d'une capacité de 200 t/an.

Votre classement administratif sera remis à jour lors d'une modification plus importante nécessitant la mise à jour de vos prescriptions par arrêté préfectoral complémentaire.

Le présent courrier est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1° Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte lui a été notifié ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

.../...

Monsieur le Directeur

**SOCIETE PPG**

23, Voie Romaine

21110 Genlis

Le Tribunal Administratif peut être saisi, dans les délais mentionnés au 1° et 2° du deuxième alinéa, d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° du deuxième alinéa.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

LE PRÉFET,  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

SIGNE

Christophe MAROT

Copie pour information à :  
DREAL UD21